

## Allocations familiales—Loi

● (1740)

Cette nouvelle mesure plafonnant l'indexation des pensions de vieillesse et des allocations familiales a de graves conséquences. Les familles économiquement faibles du Nord peuvent difficilement faire face à une baisse de revenu de \$30 ou \$40 par mois. Elles ont déjà énormément de mal à joindre les deux bouts. Le député de Saint-Jean-Est a dit que certains enfants devront peut-être aller nu-pieds et le ventre creux.

Une conséquence encore plus grave de ces mesures, c'est que les citoyens perdent confiance dans le Parlement et le gouvernement. De toute évidence, ce dernier n'a pas l'intention de respecter rigoureusement les contrats qu'il a conclus avec les Canadiens. Les gens se demandent: «Si le gouvernement m'enlève cela maintenant, ne va-t-il pas m'enlever ma pension quand je prendrai ma retraite? Il s'est peut-être réservé le droit de réviser l'ordre de ses priorités et je n'aurai peut-être plus de pension quand j'en aurai besoin». Ils se posent des questions au sujet de l'assurance-chômage en se disant: «Je comptais dessus au cas où je serais licencié, mais peut-être que je n'y aurai pas droit parce que le gouvernement sera à court d'argent. Il doit verser \$300,000 à M. Macdonald pour étudier l'économie et il se peut qu'il achète d'autres stations-service pour assurer la participation canadienne dans le secteur énergétique. Peut-être aura-t-il toutes sortes de priorités différentes». Les Canadiens se demandent certainement à quel point ils peuvent se fier au contrat social que nous prenons tous pour un droit acquis.

Les torts causés par les mesures à l'étude ne seront sans doute jamais réparés, monsieur le Président. Je ne m'étonne guère, et les libéraux ne devraient pas s'en étonner non plus, que les citoyens fassent preuve de scepticisme à l'égard de notre institution et du système que nous pensions juste et équitable pour tous les Canadiens, surtout ceux dans le besoin. La politique et les promesses des politiciens les laissent sceptiques. Ils constatent que le gouvernement ne tient pas ses promesses quand cela sert ses fins politiques.

Il s'agit là d'une mesure très grave, monsieur le Président. Elle remet tout en question. Nous combattons cette mesure avec tous les moyens dont nous disposons, lesquels se réduisent à presque rien, comme on sait. Le gouvernement n'a aucun scrupule à mettre fin au débat à la Chambre en tout temps. Il se justifie en disant «Nous savons ce qui est dans les intérêts supérieurs du Canada. Nous savons ce qui est juste. Quant à vous, députés de l'opposition, votre présence ici est à peine tolérée». Ce n'est plus le Parlement qui fait les lois, monsieur le Président. Le Parlement ne tient plus les cordons de la bourse.

J'aurais voulu expliquer avec force détails à quel point cette mesure est catastrophique pour les familles à revenu fixe et les familles du Nord, où le coût de la vie est de 50 à 100 p. 100 plus élevé que dans les régions plus densément peuplées du pays. J'aurais voulu démontrer que cette mesure inflige une pénalité aux habitants du Nord pour les remercier de mettre en valeur nos régions neuves. Leurs enfants sont privés des commodités sociales qui sont chose courante dans les régions les mieux organisées du Canada.

Ce sont des questions très graves dont les répercussions seront immenses. Je demande aux libéraux et à mes amis du Nouveau parti démocratique de revenir au bon sens avant qu'il ne soit trop tard.

**M. le vice-président:** A l'ordre. Comme il est 17 h 45, il est de mon devoir, conformément à la motion adoptée le lundi 7 février 1983, d'interrompre le débat et de mettre immédiatement aux voix toute question nécessaire pour disposer de l'étape du rapport du bill.

Par conséquent, la question porte sur la motion de M. Hawkes. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**M. le vice-président:** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**M. le vice-président:** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**M. le vice-président:** A mon avis, les oui l'emportent.  
*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**M. le vice-président:** Convoquez les députés.

(La motion de M. Hawkes, mise aux voix, est rejetée.)

● (1750)

## (Vote n° 289)

POUR  
Messieurs

Althouse	Hargrave	Miller
Anguish	Hawkes	Mitchell (M <sup>me</sup> )
Baker	Heap	Mitges
(Nepean-Carleton)	Hnatyshyn	Munro
Beatty	Howie	(Esquimalt-Saanich)
Benjamin	Huntington	Neil
Blackburn	Jarvis	Nickerson
Blaikie	Jelinek	Nielsen
Blenkarn	Jewett (M <sup>lle</sup> )	Nystrom
Bosley	Keeper	Oberle
Bradley	Kempling	Ogle
Cardiff	Kilgour	Orlikow
Cook	King	Patterson
Cooper	Knowles	Reid
Corbett	Korchinski	(St. Catharines)
Cossitt (M <sup>me</sup> )	Kristiansen	Riis
Crombie	Kushner	Robinson
Crosbie	Lambert	(Burnaby)
(Saint-Jean-Ouest)	La Salle	Roche
Crosby	Lawrence	Rose
(Halifax-Ouest)	Lewis	Sargeant
Crouse	Lewycky	Scott
Darling	MacDonald (M <sup>lle</sup> )	(Hamilton-Wentworth)
de Jong	(Kingston et les Îles)	Scott
Dick	Malone	(Victoria-Haliburton)
Ellis	Manly	Siddon
Epp	Mayer	Stevens
Forrestall	Mazankowski	Stewart
Friesen	McCuish	Taylor
Fulton	McDermid	Thacker
Gamble	McDonald (M <sup>lle</sup> )	Towers
Gass	(Broadview-Greenwood)	Vankoughnet
Gilchrist	McGrath	Waddell
Gustafson	McKenzie	Wenman
Halliday	McKinnon	Wilson
Hamilton	McKnight	Wise
(Qu'Appelle-Moose Mountain)	McMillan	Young—100.

CONTRE  
Messieurs

Allmand	Bossy	Chrétien
Appolloni (M <sup>me</sup> )	Breau	Collenette
Bachand	Bujold	Comtois
Beauchamp-Niquet	Burghardt	Corbin
(M <sup>me</sup> )	Bussièrès	Corriveau
Bégin (M <sup>me</sup> )	Caccia	Cosgrove
Berger	Campbell (M <sup>lle</sup> )	Côté (M <sup>me</sup> )
Blais	(South West Nova)	Cousineau
Blaker	Campbell	Cullen
Bloomfield	(Cardigan)	Cyr
Bockstael	Chénier	Daudlin